

### Section 3.—Activité internationale\*

#### Sous-section 1.—Le Canada et le Commonwealth, 1950-1952

De la fin de 1949 au milieu de 1952, les relations au sein du Commonwealth n'ont subi aucun changement qui se puisse comparer aux remarquables événements de la période immédiatement précédente, alors que l'Inde, devenue république, était encore admise comme membre du Commonwealth, que la république d'Irlande rompait les derniers liens qui l'associaient à celui-ci et que Terre-Neuve s'unissait au Canada. Les membres du Commonwealth, durant la période 1950-1952, ont conservé leur régime de consultation et de collaboration et se sont souciés surtout de ce qui se passait ailleurs dans le monde.

La tension internationale engendrée par l'attitude de l'Union soviétique et ses satellites et par le comportement du régime communiste en Chine ces trois dernières années fut le principal sujet discuté, par correspondance ou aux réunions tant officielles qu'officieuses, par les nations du Commonwealth. Les événements survenus en Asie, en particulier, où les petits pays non communistes étaient exposés à l'infiltration communiste, voire à l'invasion ouverte, exigeaient une étude des plus sérieuses, non seulement de la part des pays asiatiques du Commonwealth, mais aussi de tous les membres du Commonwealth dont l'idéal de liberté démocratique pouvait être menacé par une agression fructueuse.

L'état arriéré de l'agriculture et de l'industrie en maints pays du sud et du sud-est de l'Asie, ajouté à la destruction et la misère que la seconde guerre mondiale y avait semées, pouvait étouffer, si l'on ne s'en occupait pas, tout espoir que ces pays puissent progresser de façon salubre et ininterrompue suivant les principes de la démocratie. La Conférence de Colombo s'inquiéta beaucoup de cette situation. C'est du reste une des raisons qui la fit insister sur la nécessité, pour les pays les plus industrialisés du Commonwealth et d'ailleurs, de venir en aide aux nations du sud et du sud-est de l'Asie. Le plan de Colombo (voir pp. 126-128), qui fut élaboré à cette réunion et auquel participe le Canada, est un des apports les plus prometteurs à l'édification d'un monde libre qui soit capable de résister au totalitarisme.

L'attention de deux conférences du Commonwealth,—celle des ministres des Affaires étrangères (1950) et celle des premiers ministres (1951),—se porta également sur le règlement de la paix, particulièrement avec le Japon, et sur le problème de sécurité posé aux Alliés dans la zone du Pacifique. Bien qu'elles aient concouru à aplanir certaines divergences d'opinion sur le règlement de la question japonaise, les discussions n'aboutirent pas à une décision unanime sur le sujet. De fait, le gouvernement de l'Inde décida de négocier séparément un traité de paix avec le Japon, alors que les autres gouvernements du Commonwealth, le Canada compris, s'unissaient aux États-Unis et autres pays intéressés pour signer le traité de paix japonais à San-Francisco, le 8 septembre 1951. En même temps, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande signaient un traité de sécurité qui sauvegardait la position des pays du Commonwealth les plus menacés dans la région du Pacifique.

Aux deux conférences, l'on discuta également des événements survenus en Chine. Pour ce qui était de reconnaître le gouvernement communiste chinois, comme d'ailleurs pour toute question concernant les nations du Commonwealth, il fut entendu que chaque gouvernement devait assumer la responsabilité de prendre sa propre décision. A la mi-1952, le gouvernement chinois avait été reconnu offi-

\* Rédigé en collaboration avec le ministère des Affaires extérieures, Ottawa.